

LE FCE PRÉSENTE L'INDICE DE PERFORMANCE DES ENTREPRISES

Le bilan d'Ouyahia critiqué
et soutien à Sellal

C'est un constat sombre qu'a effectué, hier, le Forum des chefs d'entreprises (FCE) concernant la situation économique de ces derniers mois à l'occasion d'une rencontre avec la presse. Lors de cette rencontre, le président du FCE, Réda Hamiani, a qualifié de «positif» le bilan présenté par Sellal devant l'APN.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La rencontre de présentation de l'indice du FCE pour la performance des entreprises (IFPE) était une opportunité pour les animateurs de cette organisation patronale pour dresser un tableau des plus sombres de la situation économique du pays. Une situation qui a eu pour conséquence directe, une «baisse des performances des entreprises».

Le conférencier a indiqué qu'«à la fin de septembre 2012, aucun changement notable n'était perceptible pour l'entreprise algérienne».

«Ça ne bouge pas et en gros, la bureaucratie, constitue la principale cause», a-t-il soutenu. Le conférencier du FCE a évoqué, à cet effet, deux situations à l'origine de ce constat.

Il s'agit de «l'assainissement de l'environnement économique et légal de l'entreprise, qui n'a pas été jusque-là une priorité des

pouvoirs publics, et le recours tous azimuts aux importations au détriment de la production nationale».

En d'autres termes, le FCE a implicitement critiqué la gestion économique du gouvernement Ouyahia, «où l'illisibilité et la détérioration du climat des affaires constituent le meilleur exemple».

Le FCE a souligné, dans son troisième rapport d'évaluation de la performance de l'entreprise algérienne (IFPE), que le retard accusé dans la mise en place des mécanismes de développement économique demeure le principal obstacle dans la concrétisation de plusieurs projets.

A cet effet, cette organisation patronale réitère son appel à la dynamisation du Conseil national de la concurrence (CNC), du Conseil national de la fiscalité (CNF) et l'application des lois régissant «le couloir vert» concernant les opérateurs écono-



Hamiani confiant et satisfait en la nouvelle orientation du gouvernement.

miques agréés. La dépénalisation de l'acte de gestion, l'assainissement du climat des affaires, le soutien aux entreprises exportatrices et le renforcement des plans de mise à niveau constituent également des facteurs indispensables pour l'épanouissement de l'économie nationale», rappelle le FCE.

Toutefois, cette même organisation patronale a annoncé son

soutien au plan d'action du gouvernement de Abdelmalek Sellal et appelé à sa mise en œuvre dans les plus brefs délais.

«Nous sommes confiants que la nouvelle équipe gouvernementale va écouter les partenaires sociaux et les syndicats pour insuffler une nouvelle dynamique à la production nationale. Nous avons, surtout, reçu avec satisfaction la détermination de l'Etat

à poursuivre son soutien aux PME», a indiqué le président du FCE, Réda Hamiani, lors de la présentation du troisième rapport semestriel sur l'indice de performance de l'entreprise algérienne (IFPE).

La réhabilitation du service public, cheval de bataille du nouveau gouvernement, devra apporter plus de souplesse dans le traitement des dossiers relatifs à l'investissement et au foncier industriel, a estimé M. Hamiani.

«La nouvelle orientation du gouvernement mettra fin aux lourdeurs bureaucratiques au niveau des services des douanes, des banques et d'autres administrations, ce qui permettra d'améliorer la qualité des prestations et de réduire le délai de traitement des dossiers d'investissement», s'est-il félicité.

Pour le président du FCE, le gouvernement a fait part de sa volonté d'accompagner activement l'entreprise algérienne, ce qui permettra «à coup sûr de relancer l'industrie nationale grâce aux diverses facilités accordées aux PME en matière de financement et d'accès au foncier».

A. B.

DÉBRAYAGE DES CONDUCTEURS
DE TRAINUne grève «illégale»
pour la SNTF

Pour la seconde journée, le trafic des trains a été paralysé dans la capitale. Les conducteurs de locomotive de la région d'Alger poursuivent toujours leur mouvement de grève.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Hier encore, la gare Agha était déserte. Sur les lieux, les trains étaient immobilisés et les quais vides. Dans la salle d'attente, pas de voyageurs et même les guichets étaient fermés. Seuls quelques vigiles sont là à informer les voyageurs sur les éventuels départs de certains trains de longs trajets. «Le train d'Oran de midi a été annulé, il ne partira que vers 15h. Revenez l'après-midi», lance l'un d'entre eux à un quinquagénaire qui traînait de lourds bagages. Selon lui, aucun train n'est sorti de la gare depuis sept heures du matin. Pourtant, poursuit-il, «un service minimum est normalement assuré !» Les conducteurs de train poursuivent toujours leur mouvement de grève, initié mardi dernier. Sur les lieux, aucun gréviste n'était présent.

Un mouvement de grève que la direction de la SNTF (Société nationale des transports ferroviaires) déplore. «Cette grève a été déclenchée par les conducteurs de locomotive sans aucun respect des procédures légales et réglementaires», précise-t-on dans un communiqué. Et d'ajouter qu'aucune revendication n'a été exprimée par les grévistes. Selon la SNTF, «certaines sources syndicales affirment que ce mouvement serait lié au licenciement d'un conducteur de locomotive, responsable d'un accident ferroviaire».

Ainsi, la direction dément formellement une telle information précisant qu'«aucune mesure disciplinaire n'a été prise à l'encontre de cet agent». D'ailleurs, poursuit le communiqué, «la commission de discipline ne devra examiner son cas que le 3 octobre prochain».

Mise en place après l'accident ferroviaire survenu le 22 août 2011 sur la ligne Alger-Constantine, à l'entrée de la gare de Corso, la commission d'enquête «a conclu la responsabilité pleine et entière de ce conducteur de train de voyageurs qui circulait à une vitesse de 103 km/h alors qu'elle était restreinte à 30 km/h», rappelle la SNTF.

Un accident qui avait, poursuit-on, causé la mort du chef de train et blessé 45 personnes, en plus des dégâts matériels. «La SNTF ne saurait tolérer une situation préjudiciable, tant à l'intérêt général qu'à celui de l'entreprise et de ses travailleurs.» Elle affirme, par ailleurs, qu'elle reste néanmoins ouverte à tout dialogue constructif dans un cadre organisé et réglementaire.

R. N.

REAGE ET AIDA ORGANISENT UN COLLOQUE EN OCTOBRE

La diaspora courtisée

Les investisseurs nationaux et internationaux ont rendez-vous en octobre prochain pour un colloque qu'organiseront le Réseau des Algériens diplômés des grandes écoles et universités françaises (Reage) et l'Association internationale de la diaspora algérienne (Aida). Objectif : faire connaître les opportunités d'investissements en Algérie.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Placée sous le thème de «Algérie : potentiel de croissance et opportunités d'investissements», la rencontre qui se tiendra à Paris regroupera des responsables de grandes entreprises algériennes.

Les grands noms de l'économie s'y retrouveront pour faire part des possibilités d'investir en Algérie. Des «success story» y seront racontées pour motiver la diaspora à venir investir en Algérie. Les participants trouveront dans cet espace des réponses à leurs questions : quels sont les secteurs promoteurs, hors hydrocarbures ? Quels sont les avantages à tirer en rentrant dans un écosystème ?

Comment y entrer et s'y maintenir ? Comment en faire un tremplin pour se positionner à l'international ?

Déjà une vingtaine de membres de la Confédération algérienne du patronat (CAP) s'y sont inscrits. Son président, Boualem Merrakech, plaide pour la création d'un lien entre les communautés et pour une coopération intense mais pragmatique avec la diaspora. Cette dernière fait-elle part de son intérêt pour l'Algérie ? Oui, répondent les organisateurs de l'événement. Abdelouahab Rahim, vice-président de Aida, explique qu'il s'agit de convaincre cette diaspora à s'impliquer davantage en Algérie. Le climat des affaires est-il pour autant favorable ? Fatah Ouzzani, le président de Reage, estime que son association n'avait pas vocation à se prononcer sur une disposition prise par le gouvernement algérien. Il indique qu'à titre personnel, il considère que la règle 51-49



Boualem Merrakech, président du CAP.

mise en place par l'Etat n'était pas une entrave et que plusieurs pays l'avaient déjà imposée sans que cela fasse fuir les investisseurs potentiels.

Smaïl Chikhoun, le vice-président de Aida, a évoqué certaines difficultés qui pourraient être à l'origine de réticences. Il dit ne pas comprendre pourquoi des experts portant la double nationalité, par exemple algérienne et américaine, ne pouvaient être rémunérés

en devises pour un travail effectué en Algérie.

De telles pratiques, dit-il, peuvent faire fuir d'éventuelles personnes qui seraient en mesure d'apporter leur expertise en Algérie. Cela n'empêche, néanmoins, pas une forte délégation d'hommes d'affaires américains de faire bientôt un déplacement en Algérie. Ils sont issus de domaines d'intervention divers à l'exemple du transport, de l'énergie ou de l'agroalimentaire.

N. I.